



Son Excellence Joseph Kabila Kabange

*** A l'adresse à la Nation du 09 Octobre 2026**

**« LE PAYS EST EN PÉRIL : NE PAS AGIR, C'EST ÊTRE
COMPLICE »**

***Message du Président de la République Honoraire,
Joseph Kabila Kabange, à la Nation Congolaise***

Mes Chers Compatriotes,

Le 23 mai 2025, je m'adressais pour la première fois à notre peuple, depuis la cessation de mes fonctions en tant que Président de la République.

Dans cette adresse, j'avais commencé par rappeler l'état de déliquescence totale dans lequel j'avais trouvé notre pays à mon accession au pouvoir en janvier 2001 d'une part, et d'autre, celui porteur d'espairs, et prometteur de lendemains meilleurs, dans lequel je l'avais transmis à mon successeur le 24 janvier 2019.

Il résultait de cette comparaison, que j'avais légué à mon successeur, un bien meilleur héritage, que celui que j'avais moi-même reçu au moment de mon entrée en fonction ; à savoir :

- Un pays réunifié, largement pacifié, et dont les limites territoriales correspondaient exactement à celles qu'elles étaient au 30 Juin 1960 ;
- Une nation reconstituée, réconciliée et fière de sa diversité ;
- Un État doté d'une Constitution progressiste, et des institutions fonctionnant harmonieusement ;
- Une économie dynamique et résiliente, et débarrassée du fardeau de la dette héritée des régimes antérieurs, du fait des multiples réformes structurelles engagées ;
- Une armée nationale républicaine, de plus en plus professionnelle et capable de relever le défi de la défense de l'intégrité du territoire national ;
- Une démocratie en constante consolidation avec, notamment, l'organisation, sur fonds propres, d'un troisième cycle électoral.

Faisant ensuite le bilan exhaustif de l'évolution du pays depuis la date historique de cette inédite alternance politique de notre histoire, j'avais conclu, le cœur serré, que notre existence, en tant que Nation et comme État, était de nouveau menacée.

De ce bilan, il ressortait en effet que notre pays n'était plus une république, encore moins démocratique.

Il était dorénavant gouverné, non pas sur la base de la Constitution et des lois opposables à tous, mais de la seule volonté d'un Chef de l'État, qui se comporte en réincarnation du tristement célèbre Empereur Ivan le Terrible, et considère donc le Congo, comme une propriété privée, et les Congolais, comme des sujets taillables et corvéables à merci.

Pire, vaincue le 17 mai 1997, la dictature était de retour – et ce, sous sa forme la plus détestable moralement, celle de la tyrannie. D'où, une gouvernance plus préoccupée par la survie du régime en place, que par le bien du peuple, avec, pour traits caractéristiques : l'institutionnalisation du tribalisme et du népotisme ; la discrimination et la stigmatisation des minorités ; l'instrumentalisation de la puissance publique à des fins politiques ; la gestion patrimoniale de l'État et des biens publics ; l'aggravation soutenue de la misère du plus grand nombre ; et l'opulence scandaleuse d'une caste dirigeante sans scrupule.

Conséquences logiques, mais aussi tragiques, de cette gouvernance irresponsable et surannée, la cohésion nationale a volé en éclats, tandis que la paix et le vivre ensemble ont fait de nouveau place à des conflits identitaires, à l'insécurité et à la guerre.

Estimant qu'il était impératif et urgent de redresser la barre, et fort de mon expérience à la tête de notre Pays, j'avais terminé mon adresse en proposant une thérapie de choc en 12 points, à savoir :

- Mettre fin à la tyrannie ;
- Arrêter la guerre ;
- Rétablir l'autorité de l'État ;
- Restaurer la démocratie et l'État de droit ;
- Rétablir les libertés fondamentales ;
- Réconcilier les Congolais et reconstruire la cohésion nationale ;
- Relancer le développement du pays grâce à la bonne gouvernance ;
- Instaurer un dialogue sincère et permanent avec tous les pays voisins ;
- Rétablir la crédibilité internationale du pays ;
- Neutraliser tous les groupes armés nationaux et étrangers ;
- Mettre fin à l'utilisation des mercenaires ;
- Ordonner le retrait, sans délai, de toutes les troupes étrangères du territoire national.

Près d'un an et demi après mon adresse du 23 mai 2025, force est de constater que mes propositions, mises en garde et conseils ont été superbement ignorés par ceux qui nous gouvernent, ne suscitant pas de ce fait,

le moindre changement de politiques publiques. La situation générale du pays n'a donc cessé d'empirer, sans qu'aucune perspective crédible d'amélioration ne se dessine.

Sur le plan sécuritaire, malgré les revers répétés, sur le terrain militaire, des Forces Armées de la République Démocratique du Congo, depuis qu'il en a pris les commandes, le pouvoir en place a fait le choix, politiquement intéressé, de poursuivre une guerre qu'il ne semble avoir ni la volonté ni les moyens de gagner. En témoignent, l'absence de volonté politique et partant, d'avancées significatives dans ses négociations avec les autres parties belligérantes ; le non-respect du cessez le feu signé à Doha ; le maintien de la collaboration avec les Mai-Mai rebaptisés Wazalendo, les FDLR et plusieurs autres groupes armés étrangers ; la poursuite de l'approvisionnement de ces supplétifs en armes et munitions ; la persistance des bombardements des populations civiles sans défense ; et le refus catégorique de tout dialogue national véritablement inclusif.

Sur ce dernier point, il est important de souligner, qu'allergique à toute confrontation d'idées – caractéristique de tous ceux qui prospèrent sur fond des narratifs imaginaires ou mensongers,

ce pouvoir a toujours opposé un refus méprisant à tous les processus tendant à rechercher la paix par le dialogue.

Qu'il s'agisse des initiatives de l'Afrique de l'Est (EAC), de l'Afrique australe (SADC), de l'Afrique centrale (CEAC), de l'Union Africaine, ou de celles des pays amis, aucune n'a eu grâce à ses yeux. Même l'initiative de dialogue pour la paix et le vivre ensemble des Évêques congolais de la CENCO et de l'ECC, pourtant soutenue par la grande majorité de notre peuple et des forces politiques et sociales du pays, n'a pas échappé à ce triste sort. Il n'y a donc pas lieu de continuer à se voiler la face. Pour lui, le dialogue n'est pas une option. Face à la crise, il ne cherche pas la solution mais la soumission, sans discussion ni condition, de tous ceux qui ne partagent pas ses idées et ses méthodes.

Sur le plan de la gouvernance, la violation des droits humains et des libertés publiques, l'arrestation et la séquestration arbitraires des Officiers Généraux, Officiers supérieurs, subalternes et militaires dont plusieurs, privés de toute assistance vitale et des soins, sont déjà morts en prison, des Hauts Cadres de l'opposition politique, activistes des droits humains, journalistes et autres citoyens, ainsi que les assassinats et massacres, sans action judiciaire sérieuse ni sanction, ont atteint des records inédits ;

les contrats léonins, la corruption et les détournements ne se sont jamais mieux portés, les Rapports des cinq dernières années sur les Indices Mondiaux de

Gouvernance de la Banque Mondiale, faisant foi ; la dette publique a explosé, on parle, aujourd'hui, de plus de dix-huit milliards de dollars américains, et le bradage de nos minerais critiques n'a jamais, à ce point, hypothéqué l'indépendance nationale et l'avenir des générations futures.

Bref, tous les ingrédients semblent réunis pour une implosion quasi certaine du pays à plus ou moins brève échéance.

Pire, cette obstination du pouvoir à poursuivre une politique suicidaire pour le pays et la nation est couplée à son entêtement à vouloir, à tout prix, mettre fin au pacte républicain de Sun City en changeant la Constitution. J'en veux pour preuves, la reprise des travaux parlementaires sur la proposition de loi relative au référendum ; l'organisation, par les partisans du pouvoir, des campagnes de sensibilisation et des manifestations de rue en faveur du projet de changement de la Constitution ; ainsi que la répression violente, en revanche, de toute manifestation publique contre ce projet funeste.

Cela démontre à suffisance que, pour résoudre la crise multiforme que traverse notre pays et partant, mettre fin aux souffrances de notre peuple, il n'y a rien, mais alors rien du tout à attendre du pouvoir actuel.

Il n'y a rien à attendre de ce pouvoir, parce qu'il n'est motivé que par sa pérennisation et de celle des dividendes qu'en tirent son Chef et ses proches. Plus chef d'un clan que Chef de l'État, celui qui incarne ce pouvoir n'a en effet pour seules constances que le déni et l'inconstance.

Il n'assume aucune déconvenue, ne tient ni parole ni promesse, et ne respecte aucun engagement.

Ce qui, couplé à son incapacité avérée à produire le moindre résultat tangible des années durant, a fini par lui enlever toute légitimité aux yeux de notre peuple.

Bien plus, ceux qui, s'ils jouaient le rôle que leur assigne la Constitution, auraient pu défendre les acquis et garantir le bon fonctionnement des institutions, ont fait le triste choix, confortable dans toute dictature, de la surenchère du culte de la personnalité, chantant, à longueur de journées, les louanges d'un individu qui pourtant n'a aucun respect pour eux, moins encore pour notre peuple.

Il n'y a pas non plus, quoi que ce soit à attendre de ce pouvoir, parce que, pour avoir signé l'Accord sur les minerais critiques avec les Etats-Unis d'Amérique, il se croit, à tort, assuré du soutien inconditionnel de ce pays. Il oublie en effet qu'il s'agit d'un Accord entre États et que les droits et obligations des parties aux termes de pareils

accords, sont garantis par le principe de la continuité de l'État, et non par la pérennité des régimes en place.

Au regard de tout ce qui précède, une double conclusion s'impose.

Premièrement, le Congo est en péril ; le sauver est un impératif et une urgence.

Deuxièmement, trahi par celui qui avait fait le serment de le protéger, et ne pouvant compter sur personne sinon lui-même, le peuple congolais, première victime de la tyrannie et ses barbaries, a rendez-vous avec l'histoire : ou bien il se prend en charge aujourd'hui, ou il trahit son destin de grandeur.

Face à ce choix pour le moins existentiel, rigueur d'analyse, loyauté à la nation, force de conviction, courage, et engagement résolu de chacun sont de mise.

N'étant pas de ceux qui se dérobent à leur devoir, je partagerai donc avec notre peuple dans les heures, jours ou semaines à venir, ma conviction sur ce que nous devons entreprendre ensemble, pour répondre à la gravité et à l'urgence de la situation, et ainsi sauver la République Démocratique du Congo, notre beau et cher pays.

Que Dieu nous garde !